



## 63 présidents d'université réclament des moyens pour éviter "l'échec" de la réforme

Paris, 19 avr. 2018 (AFP) -

Un collectif de 63 présidents d'université, sur un total de 73, a pris la défense de la réforme controversée de l'accès à la fac mais réclame des moyens pour ne pas "la condamner à l'échec", dans une tribune publiée jeudi sur le site du Monde.

Cette réforme, à l'origine du blocage de plusieurs sites en France, "n'est en rien une sélection" mais elle "impose de déployer des moyens humains (...) et financiers", écrivent les signataires.

La loi Orientation et réussite des étudiants (ORE), portée par la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, permet d'"organiser un accompagnement vers la réussite pour l'ensemble des lycéens qui auront fait le choix de l'université", poursuivent-ils.

Remettre en cause la réforme "serait à la fois nier la réalité vécue et continuer de sacrifier une partie de la jeunesse", estime le collectif. En revanche, la mettre en oeuvre "sans moyens nouveaux (...) serait la condamner à l'échec".

La loi, accusée par ses détracteurs d'instaurer un système de sélection déguisée, est à l'origine depuis plusieurs semaines d'un mouvement de contestation dans plusieurs facultés, qui s'est notamment étendu mercredi à Sciences Po Paris.

Au total, quatre universités sont toujours totalement bloquées et une dizaine de sites (sur 400) perturbés par des étudiants, selon le dernier bilan donné jeudi par Mme Vidal sur Radio Classique.

"J'entends que tout n'est pas parfait, je l'ai toujours dit. Il y a des choses qui peuvent s'améliorer", a reconnu la ministre, qui s'est dit "toujours ouverte à la discussion".

Les étudiants de Nanterre ont voté jeudi en assemblée générale la reconduction jusqu'au 2 mai du blocage de l'université, paralysée depuis lundi en pleine semaine de partiels et dont le président, Jean-François Balaudé, est signataire de la tribune du Monde.

Mercredi, six présidents d'université avaient appelé le gouvernement à "ouvrir rapidement des négociations avec toutes les parties prenantes de ce conflit", personnels et étudiants, dans une première tribune publiée sur le site de l'Etudiant.

alh/jt/phc

Afp le 19 avr. 18 à 14 14.